

ilce - institut de lutte contre
la criminalité économique

heg - haute école de gestion





Souvenirs d'un voyage au pays des brouteurs

Etude exploratoire de la cybercriminalité en Côte d'Ivoire

Renaud Zbinden
Olivier Beaudet-Labrecque
CoRIIN 2023

Pour rappel



INTERPOL FOUNDATION
For a safer world

Université 
de Montréal



Projet de recherche sur les arnaques aux sentiments dans les « pays victimes » de la francophonie

Expérience de scambaiting

Sarah

Sandra

Christine

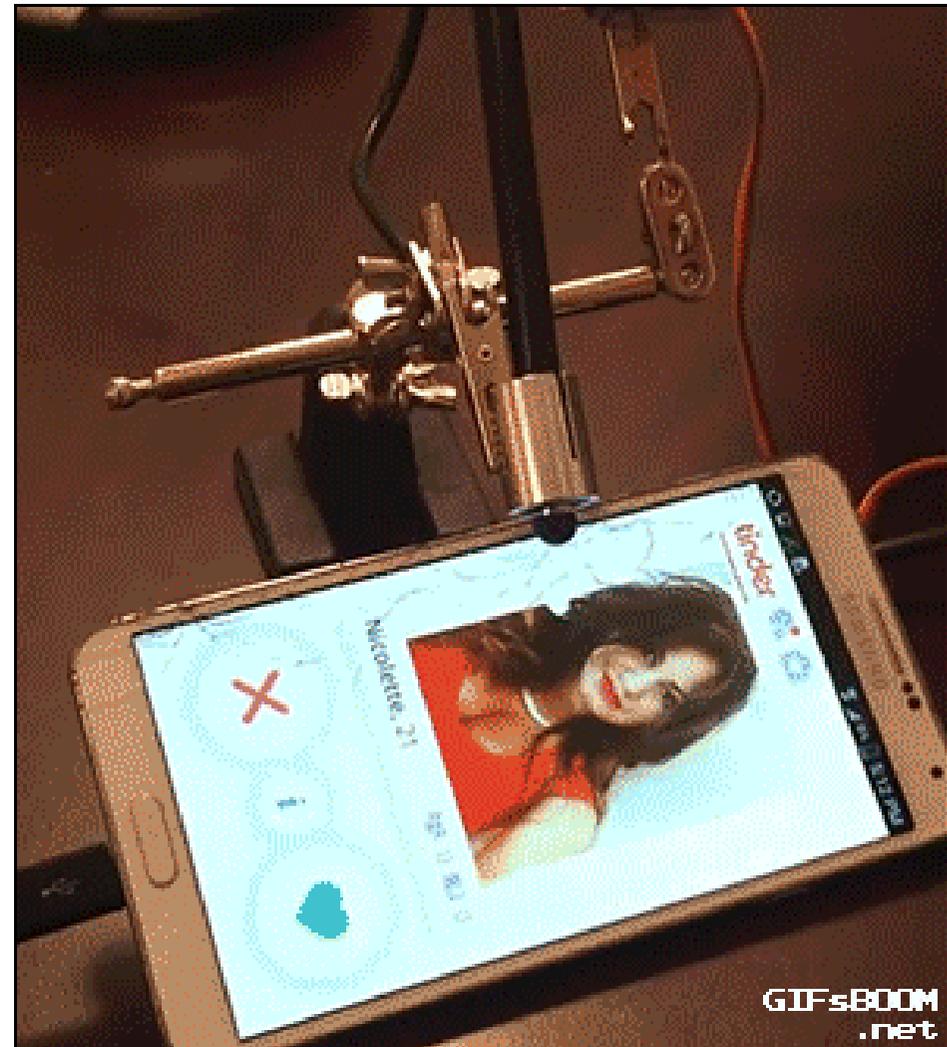


David

Daniel

Martin

A la pêche



GIFsBOOM
.net

Résultats généraux

	Total
Profils rencontrés	15424
Profils suspicieux	1534
Fraudeurs confirmés	188

ilce
la



Jeanmichel 52

♂ Hétéro Homme

📍 à 4741 kilomètres

Passions

Voyage

Sport

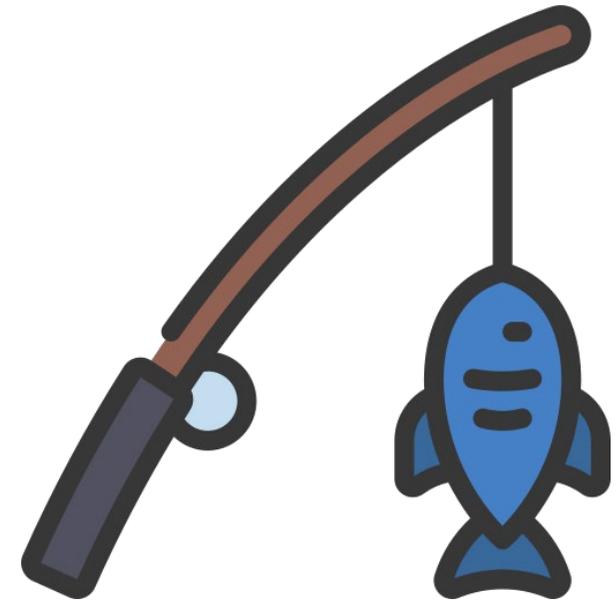
Discussion dans une autre langue

Golf

Écrivain(e)

Nos résultats

- 348 IBAN/comptes bancaires et des adresses de portefeuille crypto
- 140 numéros de téléphone
- Des identités
- Des adresses emails
- Des photos
- Des conversations
- Des données de connexion



Maison de campagne à Tolochenaz en Suisse



Description

Prix de location

Provenance des IP des fraudeurs

Utilisateurs ▼ par Pays



PAYS	UTILISATEURS
Côte d'Ivoire	73
United States	22
Switzerland	17
Benin	5
Canada	5
China	5
United Kingdom	4

[Afficher les pays →](#)

Utilisateurs ▼ par Ville

VILLE	UTILISATEURS
Abidjan	69
Cotonou	5
Fribourg	4
Accra	3
Bouake	3
Coffeyville	3
Geneva	3

[Afficher les villes →](#)



Objectifs en Côte d'Ivoire

1. Documenter les défis et réalités dans la coopération des autorités de poursuite pénale
2. Etudier les moyens opérationnels à disposition des cyberfraudeurs
3. Analyser les flux financiers illicites et les mécanismes de blanchiment d'argent






UNIVERSITE FELIX HOUPHOUET BOIGNY
BPV 34 ABIDJAN 01
UFR CRIMINOLOGIE

Principaux partenaires locaux

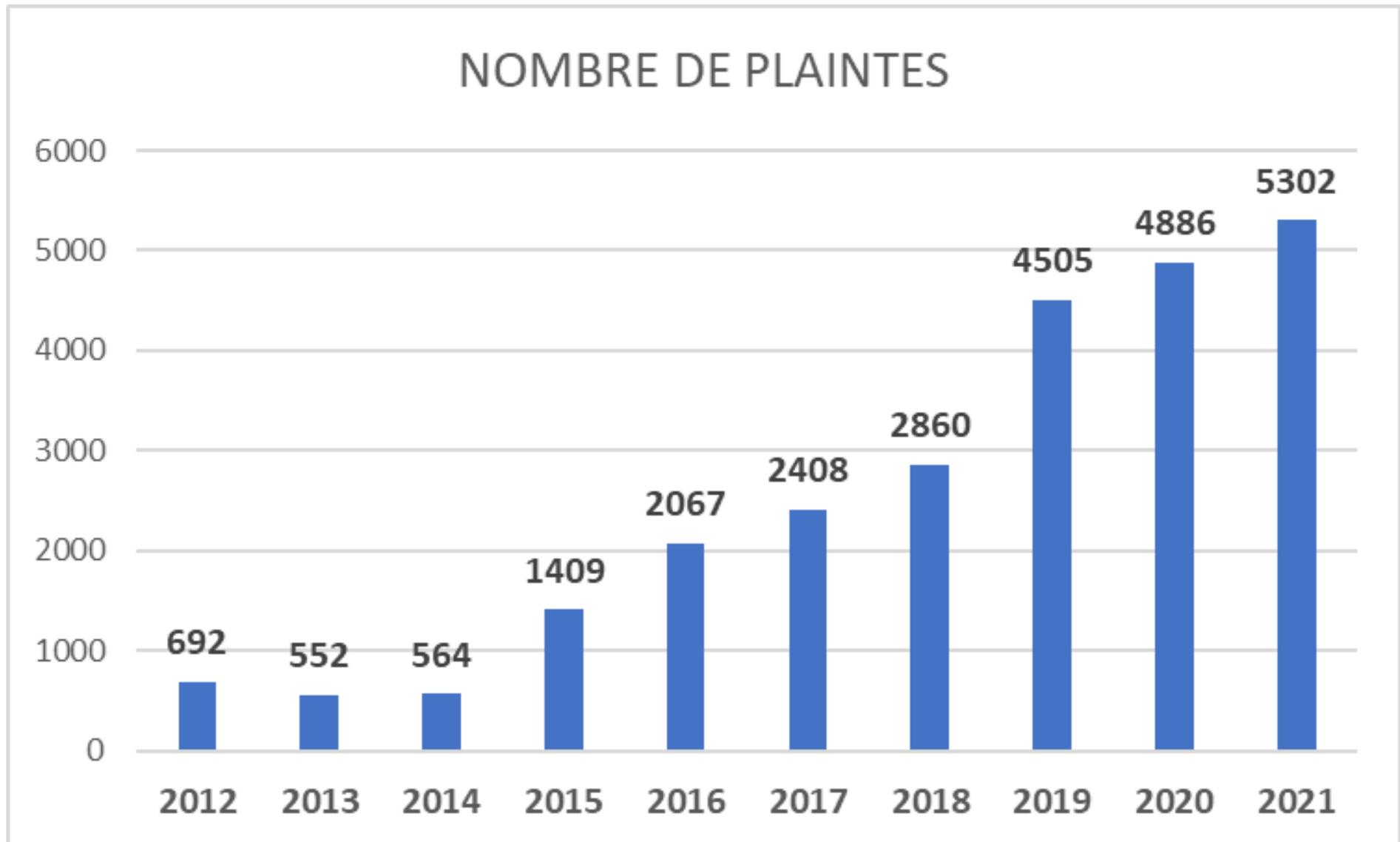


REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union discipline travail

HAUTE AUTORITE POUR LA
BONNE GOUVERNANCE



Etat de la cybercriminalité en Côte d'Ivoire



Etat de la cybercriminalité en Côte d'Ivoire



Quelques explications possibles...



« Les victimes à l'étranger sont devenues difficiles »

« Cette enquête ne mènera à rien »



« L'entraide est impossible »

Les victimes locales

- Faible hygiène numérique
- Difficulté de faire de la prévention
- Formes de cybercriminalité locales :

Fraudes au Mobile Money

Escroqueries au marabout

"Aïe! Comment ont-ils eu mon code PIN ?"



-  Attention aux hameçonnages!
Ne cliquez pas, n'ouvrez pas de liens ou de pièces jointes suspects.
-  Surfez en toute sécurité. Téléchargez uniquement à partir de sites légaux et méfiez-vous des wifi publics non sécurisés.
-  Utilisez des mots de passe efficaces, et changez-les régulièrement.
-  Ne partagez pas vos informations personnelles sur les réseaux sociaux.
-  Installez les dernières mises à jour de sécurité sur votre téléphone ou votre ordinateur.



EXPERTISE
FRANCE



OCWAR-C

Cette campagne est menée dans le cadre du projet OCWAR-C, financé par l'Union Européenne, en partenariat avec la Commission de la CEDEAO et mis en œuvre par Expertise France.

CRIME ORGANISÉ : RÉPONSE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST SUR LA

ilce - institut de lutte contre
la criminalité économique

heg - haute école de gestion



Les défis de la lutte contre la cybercriminalité



Les défis de la lutte contre la cybercriminalité



L'accès limité à des outils d'enquête et d'investigation numérique

Ressources financières et humaines limitées



Mauvaise coopération des acteurs privés locaux



Entraide et coopération difficiles

Corruption ?

Les défis de la lutte contre la cybercriminalité

Lutte contre le blanchiment d'argent



**1/3 des cas traités sont en lien
avec la cybercriminalité**

Moyens utilisés pour blanchir :

Agence de transfert de fonds
Cartes des victimes et TPE
Système bancaire traditionnel
Cryptomonnaies

Le cadre légale de la lutte contre la cybercriminalité

La cybercriminalité pour les autorités de poursuite pénale :

Cybercriminalité = parabole de la multiplication des fors

- ❖ For de lieu d'action de l'auteur
- ❖ For du résultat

Miracle ou cauchemar ?

Multiplication des fors : miracle ou cauchemar ?

For du résultat : Suisse, France, etc.

➤ Procédures basées sur l'entraide judiciaire

For de l'action : Côte d'Ivoire

➤ Procédures basées sur l'entraide judiciaire et sur la délégation de la poursuite

Les infractions informatiques

En **droit ivoirien**, les infractions informatiques sont prévues dans la LOI n° 2013-451 du 19 juin 2013 relative à la lutte contre la cybercriminalité.

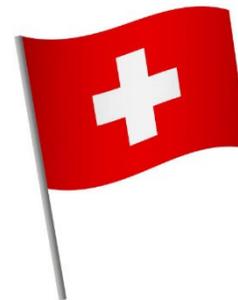
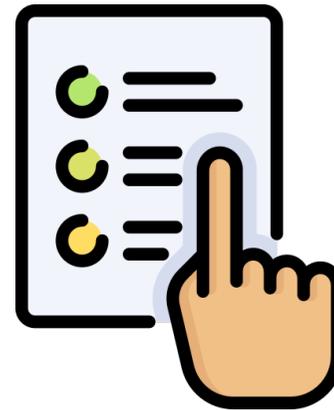
Sans tenir compte des infractions relevant de la pornographie, le droit ivoirien prévoit **21 infractions informatiques** !

Les éléments constitutifs de **ces infractions sont considérablement plus larges qu'en droit Suisse.**

Quel droit appliquer pour lutter efficacement ?

Cela va dépendre des considérations liées à différents paramètres :

- ❖ Droit pénal général
- ❖ Droit pénal spécial
- ❖ Opportunité

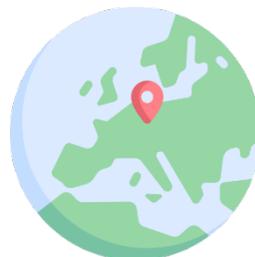


Droit pénal général

Le **droit ivoirien** connaît un principe du **for au lieu de l'action de l'auteur**.



Le **droit suisse** et le **droit européen** connaissent un principe du **for au lieu du résultat**.



Droit pénal spécial

- ❖ Le droit ivoirien connaît les **mêmes infractions** que celles du droit Suisse
 - Les infractions “ivoiriennes” sont plus fractionnées ...
 - ... et contiennent moins d’éléments constitutifs ...
 - ... donc sont plus facilement applicables
- ❖ Les infractions informatiques pour “**fraude**” sont **expressément mentionnées**
- ❖ Les **peines/menaces** sont particulièrement **élevées**

L'opportunité des poursuites

- ❖ Les auteurs se trouvent en Côte d'Ivoire
- ❖ Les preuves essentielles se trouvent en Côte d'Ivoire
- ❖ Seul le lésé / plaignant se trouve à l'étranger

En résumé

Une lutte efficace contre le phénomène des cyber escroqueries commises à partir du territoire ivoirien passe par l'instruction et le jugement de ces délits en Côte d'Ivoire selon le droit ivoirien !

Mais le plaignant se trouve à l'étranger et la procédure y débute souvent !

- Il faudra donc nécessairement régler les questions d'entraide judiciaire ou de coopération policière.

Solution = Convention de Budapest ?

Les cybercriminels ivoiriens



Les cybercriminels ivoiriens

Des hommes (92%)

Entre 18 et 27 ans (63%)

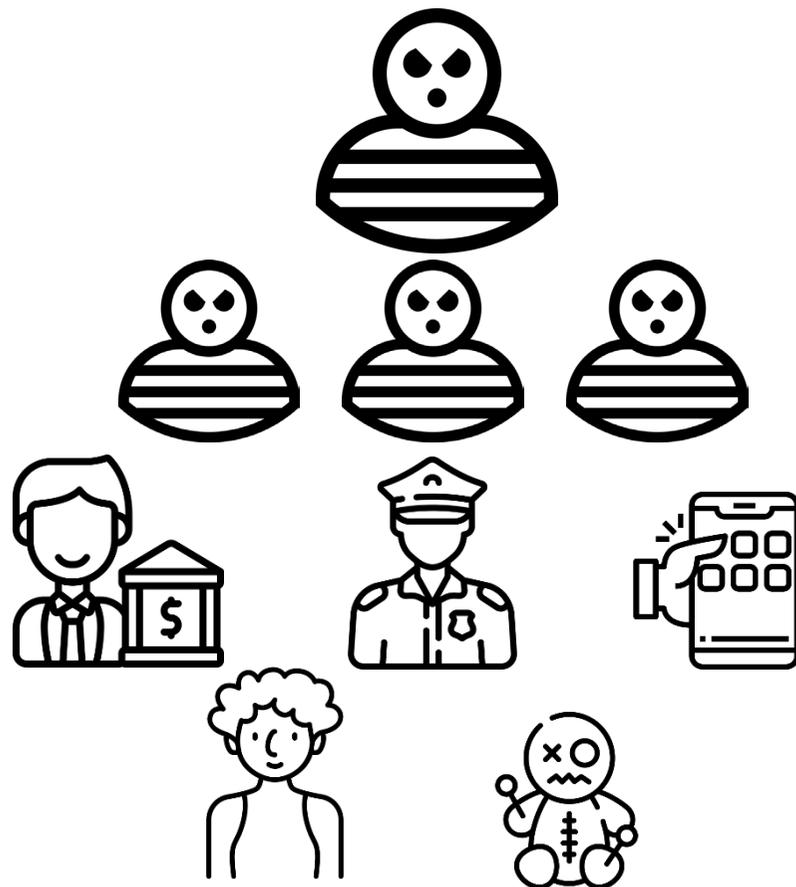
Etudiants (37%)

Les cybercriminels ivoiriens



Les cybercriminels ivoiriens

Réseaux organisés



Réseaux désorganisés



Perspectives ?

- Montée en compétences des cybercriminels
- Utilisation de l'IA
- Besoin de communication entre les autorités
- Enjeux sociétaux locaux

Perspectives ?



Questions ?



Renaud Zbinden
Collaborateur scientifique
renaud.zbinden@he-arc.ch



Olivier Beaudet-Labrecque
Doyen et Professeur associé
olivier.beaudet-labrecque@he-arc.ch

